

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 36.825/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 24 mars 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un avant-projet de loi "modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la transposition de la directive du Conseil de l'Union européenne du 3 juin 2003 (2003/49/CE) concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents", a donné le 31 mars 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'espèce, l'urgence est motivée comme suit dans la demande d'avis concomitante introduite le même jour sur un projet d'arrêté royal pris en exécution de l'avant-projet de loi et "modifiant l'AR/CIR 92 en vue de renoncer à la perception du précompte mobilier sur les intérêts et les redevances alloués ou mis en paiement à des sociétés associées" ⁽¹⁾ :

"(l'urgence est motivée) ... par le fait :

- que l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la directive du 3 juin 2003 (2003/49/CE) prévoit que les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à cette directive au plus tard le 1^{er} janvier 2004;
- que la loi du ... modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la transposition de la directive du Conseil de l'Union européenne du 3 juin 2003 (2003/49/CE) concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents, a modifié l'article 266, CIR 92, afin de permettre au Roi de renoncer à la perception du précompte mobilier, d'une part, sur les revenus des bons de capitalisation et des "zero-bonds" dont le débiteur et le bénéficiaire sont des sociétés associées et d'autre part, sur les revenus de certificats immobiliers, sauf pour ce qui concerne les attributions ou mises en paiement de revenus afférents, en tout ou partie, à la réalisation du bien immobilier sous-jacent;
- que l'article 2, alinéa 1^{er} de la directive du 22 décembre 2003 (2003/123/CE) prévoit que les États membres mettent en vigueur les dispositions pour se conformer à cette directive au plus tard le 1^{er} janvier 2005;
- qu'il convient dès lors d'apporter aussi rapidement que possible les adaptations nécessaires à l'AR/CIR 92 afin de mettre complètement la législation fiscale belge en concordance avec les directives précitées."

*

* *

⁽¹⁾ Voir l'avis 36.824/2, donné ce même jour.

Examen de l'avant-projet

Dispositif

Article 3

(article 266, alinéa 2 en projet du CIR)

1. L'article 3 de l'avant-projet tend à remplacer l'alinéa 2 de l'article 266 du CIR.

L'alinéa 1^{er} de cet article permet au Roi de renoncer totalement ou partiellement à la perception du précompte mobilier sur les revenus de capitaux et biens mobiliers et les revenus divers pour autant qu'il s'agisse de revenus recueillis par des bénéficiaires qui peuvent être identifiés.

Après avoir énoncé ce principe, cet alinéa 1^{er} indique les cas dans lesquels le Roi peut renoncer au précompte mobilier même si les bénéficiaires des revenus ne peuvent être identifiés.

À cet égard, il aurait été souhaitable de profiter de l'occasion du présent projet pour revoir la rédaction de la finale de l'alinéa 1^{er} en se posant la question de savoir s'il est encore utile de viser des titres émis avant le 1^{er} décembre 1962.

Quelle que soit la suite que l'auteur de l'avant-projet donnera à cette suggestion, il est souhaitable, eu égard à la proposition de texte faite ci-après, de diviser l'article 266 en paragraphes.

L'alinéa 2 deviendrait ainsi un paragraphe 2.

2. L'article 266, alinéa 2, en projet, est rédigé de manière à y apporter deux catégories de modifications :

- 1° celles qui doivent entrer en vigueur rétroactivement le 1^{er} janvier 2004 conformément à la Directive;

.../...

2° et 3° celles qui n'entrent en vigueur qu'à partir de la date de la publication de la loi au Moniteur (voir article 5, alinéa 2).

Cette manière de procéder n'est pas admissible au point de vue légistique, car elle consiste à insérer simultanément dans un Code deux textes contradictoires.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 2. Il ne peut renoncer à la perception du précompte mobilier sur les revenus :

- 1° des titres représentatifs d'emprunt dont les intérêts sont capitalisés, sauf si le débiteur et le bénéficiaire sont des sociétés associées qu'Il définit;
- 2° des titres ne donnant pas lieu à un paiement périodique d'intérêts et qui ont été émis pour une durée d'au moins un an avec un escompte correspondant aux intérêts capitalisés jusqu'à l'échéance du titre, sauf si le débiteur et le bénéficiaire sont des sociétés associées qu'Il définit.

Il ne peut non plus renoncer à la perception du précompte mobilier sur les revenus des certificats immobiliers, pour ce qui concerne les attributions ou mises en paiement de revenus afférents, en tout ou en partie, à la réalisation du bien immobilier sous-jacent".

La question de l'entrée en vigueur du texte ainsi modifié sera examinée ci-après à propos de l'article 5 de l'avant-projet.

Article 4

Si la nouvelle rédaction proposée de l'article 266 est adoptée, l'article 280 en projet se référera à l'article 266, § 2, alinéa 1^{er}.

Article 5

1. Si le nouveau texte proposé de l'article 3 est adopté, l'article 5, alinéa 1^{er}, doit être rédigé comme suit :

"Art. 5. Les articles 1^{er} et 2 et l'article 266, § 2, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992 tel qu'il est modifié par l'article 3, s'appliquent aux revenus attribués ou mis en paiement à partir du 1^{er} janvier 2004, pour autant que ces revenus se rapportent à une période postérieure au 31 décembre 2003.

Toutefois, dans la mesure où l'article 266, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, dudit Code, donne au Roi le pouvoir de renoncer à la perception du précompte mobilier sur les revenus des titres ne donnant pas lieu à un paiement périodique d'intérêts et qui ont été émis pour une durée de moins d'un an avec un escompte correspondant aux intérêts capitalisés jusqu'à l'échéance du titre, même si le débiteur et le bénéficiaire ne sont pas des sociétés associées, cette disposition ne s'applique qu'aux revenus attribués ou mis en paiement à partir de la date de publication de la présente loi au Moniteur belge".

2. Si cette modification est adoptée, l'alinéa 2 de l'article 5 deviendra l'alinéa 3 et se référera à l'article 266, § 2, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il est modifié par l'article 3 (au lieu de se référer à l'article 3, 2^o et 3^o), et à l'article 4 de la loi.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	J. KIRKPATRICK,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 36.825/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 maart 2004 door de Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 teneinde de omzetting van de richtlijn van de Raad van de Europese Unie van 3 juni 2003 (2003/49/EG) betreffende een gemeenschappelijke belastingregeling inzake uitkeringen van interest en royalty's tussen verbonden ondernemingen van verschillende lidstaten te verwezenlijken", heeft op 31 maart 2004 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen te worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd als volgt in de begeleidende adviesaanvraag die dezelfde dag is ingediend in verband met een ontwerp van koninklijk besluit vastgesteld ter uitvoering van het voorontwerp van wet en "tot wijziging van het KB/WIB 92 ter verzaking aan de inning van roerende voorheffing op interest en royalty's verleend of betaalbaar gesteld aan verbonden vennootschappen" ⁽¹⁾ :

"(l'urgence étant motivée) par le fait :

- que l'article 7, § 1, alinéa 1^{er} de la directive du 3 juin 2003 (2003/49/CE) prévoit que les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à cette directive au plus tard le 1^{er} janvier 2004;
- que la loi du . . . modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de permettre la transposition de la directive du Conseil de l'Union européenne du 3 juin 2003 (2003/49/CE) concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'Etats membres différents, a modifié l'article 266, CIR 92, afin de permettre au Roi de renoncer à la perception du précompte mobilier, d'une part, sur les revenus des bons de capitalisation et des "zero-bonds" dont le débiteur et le bénéficiaire sont des sociétés associées et d'autre part, sur les revenus de certificats immobiliers, sauf pour ce qui concerne les attributions ou mises en paiement de revenus afférents, en tout ou partie, à la réalisation du bien immobilier sous-jacent;
- que l'article 2, alinéa 1^{er} de la directive du 22 décembre 2003 (2003/123/CE) prévoit que les Etats membres mettent en vigueur les dispositions pour se conformer à cette directive au plus tard le 1^{er} janvier 2005;
- qu'il convient dès lors d'apporter aussi rapidement que possible les adaptations nécessaires à l'AR/CIR 92 afin de mettre complètement la législation fiscale belge en concordance avec les directives précitées."

⁽¹⁾ Zie advies 36.824/2, dat op dezelfde dag gegeven is.

Onderzoek van het voorontwerp

Dispositief

Artikel 3

(ontworpen artikel 266, tweede lid, van het WIB)

1. Artikel 3 van het voorontwerp strekt ertoe het tweede lid van artikel 266 van het WIB te vervangen.

Het eerste lid van artikel 266 staat de Koning toe geheel of ten dele af te zien van inning van de roerende voorheffing op inkomsten uit roerende goederen en kapitalen en van diverse inkomsten, indien het verkrijgers betreft van wie de identiteit kan worden vastgesteld.

Nadat in dit eerste lid dit beginsel is aangegeven, worden er de gevallen in vermeld waarin de Koning kan afzien van roerende voorheffing, zelfs indien de identiteit van de ontvangers van inkomsten niet kan worden vastgesteld.

In dit verband is het wenselijk van de gelegenheid gebruik te maken om in het onderhavige ontwerp de formulering van het eerste lid, in fine, te herzien en zich hierbij af te vragen of het nog zin heeft te verwijzen naar vóór 1 december 1962 uitgegeven effecten.

Ongeacht het gevolg dat de steller van het voorontwerp aan deze suggestie zal verbinden, is het wenselijk, gelet op het tekstvoorstel dat hierna wordt gedaan, artikel 266 in paragrafen in te delen.

Het tweede lid zou aldus een paragraaf 2 worden.

2. Het ontworpen artikel 266, tweede lid, is zo geredigeerd dat in het tweede lid twee categorieën van wijzigingen worden aangebracht :

- 1° die welke overeenkomstig de richtlijn op 1 januari 2004 met terugwerking in werking moeten treden;
- 2° en 3° die welke pas in werking treden op de dag van de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad (zie artikel 5, tweede lid).

Deze werkwijze is uit een wetgevingstechnisch oogpunt niet aanvaardbaar, omdat ze erin bestaat in een Wetboek tegelijkertijd twee tegenstrijdige regelingen op te nemen.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"§ 2. Hij kan niet afzien van inning van de roerende voorheffing op inkomsten :

- 1° uit effecten waarin leningen belichaamd zijn, waarvan de interest wordt gekapitaliseerd, behalve indien de schuldenaar en de gerechtigde verbonden vennootschappen zijn die Hij definieert;
- 2° uit effecten die geen aanleiding geven tot een periodieke uitbetaling van interest en die voor een duur van ten minste een jaar worden uitgegeven met een disconto dat overeenstemt met de tot op de vervaldag van het effect gekapitaliseerde interest, behalve indien de schuldenaar en de gerechtigde verbonden vennootschappen zijn die Hij definieert.

Hij kan evenmin afzien van inning van de roerende voorheffing op inkomsten uit vastgoedcertificaten, wat betreft de toekenningen of betaalbaarstellingen van inkomsten die geheel of gedeeltelijk betrekking hebben op de totstandbrenging van het onderliggend onroerend goed".

De kwestie van de inwerkingtreding van de aldus gewijzigde bepaling wordt hierna onderzocht in verband met artikel 5 van het voorontwerp.

.../...

Artikel 4

Indien de nieuwe voorgestelde redactie van artikel 266 wordt gevolgd, dient in het ontworpen artikel 280 te worden verwezen naar artikel 266, § 2, eerste lid.

Artikel 5

1. Indien de nieuwe tekst wordt gevolgd die voor artikel 3 wordt voorgesteld, dient artikel 5, eerste lid, als volgt te worden geredigeerd :

"Art. 5. De artikelen 1 en 2 en artikel 266, § 2, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals het gewijzigd is bij artikel 3, zijn van toepassing op inkomsten die zijn toegekend of betaalbaar gesteld vanaf 1 januari 2004, voorzover die inkomsten betrekking hebben op een periode na 31 december 2003.

Voorzover artikel 266, § 2, eerste lid, 2°, van het genoemde Wetboek aan de Koning de bevoegdheid verleent af te zien van inning van de roerende voorheffing op inkomsten uit effecten die geen aanleiding geven tot een periodieke uitbetaling van interest en die voor een duur van ten minste een jaar worden uitgegeven met een disconto dat overeenstemt met de tot op de vervaldag van het effect gekapitaliseerde interest, zelfs indien de schuldenaar en de gerechtigde geen verbonden vennootschappen zijn, is deze bepaling evenwel alleen van toepassing op inkomsten toegekend of betaalbaar gesteld vanaf de datum van de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad."

2. Indien deze wijziging wordt gevolgd, wordt het tweede lid van artikel 5 het derde lid en moet daarin verwezen worden naar artikel 266, § 2, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals het gewijzigd is bij artikel 3 (in plaats van te verwijzen naar artikel 3, 2° en 3°), en naar artikel 4 van de wet.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	J. KIRKPATRICK,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS